L'émancipation numérique du Québec

Feuille de route pour la souveraineté numérique du Québec

13 Octobre 2026



Document sous licence CCbySA autorisant quiconque à utiliser, modifier et partager ce document, à condition d'en citer l'auteur et de redistribuer les versions modifiées sous cette même licence.

Données SOUVERAINES QUÉBEC

“Sommes-nous déjà le 51e État ?”

Alain Saulnier

De nos transactions bancaires à notre système de santé, en passant par notre culture et nos vies sociales et intimes, notre quotidien est tissé de technologies que nous ne contrôlons pas. Cette dépendance envers des entreprises étrangères, principalement américaines et politisées, nous place dans une position de grande vulnérabilité stratégique, d’autant qu’elles ont souvent des valeurs diamétralement opposées à celles de la société québécoise.
Les risques de cette dépossession technologique sont bien réels et touchent les fondements mêmes de notre société :

- **Un risque de sécurité et de paralysie :** Face aux tensions géopolitiques mondiales, le spectre d'une coupure de services (le *kill switch*) ou d'une restriction d'accès aux modèles d'intelligence artificielle (IA) les plus performants n'est plus un scénario de science-fiction (ex. directive du département du commerce américain du 12 juin 2026)
- **Une menace pour notre souveraineté cognitive et notre démocratie :** Comment protéger l'identité, la culture et les valeurs québécoises lorsque les canaux d'information et les algorithmes qui façonnent l'opinion publique échappent à notre contrôle ?
- **Une hémorragie économique :** Chaque année, ce sont 16 milliards de dollars qui quittent le Québec au profit de fournisseurs technologiques étrangers, une fuite de capitaux qui prive notre économie des retombées de la révolution numérique (détails et sources p. 34).
- **Des enjeux éthiques et environnementaux :** Qu'il s'agisse de la protection incertaine de nos données personnelles, du non-respect des droits d'auteur par les outils d'IA générative, ou de l'impact écologique désastreux des méga-centres de données, le modèle actuel atteint ses limites.



Comme le rappellent Alain Saulnier et Monique Simard, **il ne peut y avoir de réelle souveraineté sans souveraineté numérique.** Pourtant, la fatalité n'a pas sa place ici. Le Québec se trouve aujourd'hui face à un chantier historique, d'une ampleur comparable à ce que fut la nationalisation de l'électricité.

Pour mener à bien cette reconquête, le Québec possède des atouts exceptionnels : une énergie verte, une expertise de classe mondiale en IA (ex. Y. Bengio, IVADO, MILA, Loi Zéro) et une identité francophone distincte qui peut rayonner à l'international. L'État, par sa capacité de réguler et sa force d'achat, possède un puissant levier d'action pour accompagner le Québec dans cette transition. C'est dans cette volonté d'action que l'organisme à but non lucratif *Données Souveraines Québec*, représentant les experts et professionnels du secteur, présente ce rapport. À travers **cinq recommandations phares** ce document invite le gouvernement et les décideurs québécois à prioriser la souveraineté numérique.

Il est temps que l'économie numérique crée de la richesse ici, pour les québécois, serve notre modèle de société et renforce notre posture stratégique.

Florian STRICH, Rédacteur en chef, au nom de toute l’équipe de Données Souveraines Québec

Merci à toute l'équipe !

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Direction & Rédaction

Président : Paul Allard

Directeur Général : Gilbert Ouellette

Rédacteur en Chef : Florian Strich

Équipe de Rédaction : Sidy Juste, Mario Cantin, Boris Couteaux

Comité de lecture

Alain Saulnier, Auteur, conférencier et expert médias et géants numériques

M**onique Simard**, Gestionnaire culturelle, productrice, scénariste, femme politique et syndicaliste québécoise.

Pierre Trudel, juriste, professeur de Droit et chroniqueur

Stéphane Ricoul, Expert en stratégie IA, auteur, chroniqueur, conférencier

Entrevues

Yves Jacquier, directeur de La Forge (unité de recherche d'Ubisoft)

Suzanne Guèvremont, Commissaire et présidente de l'ONF

Zoé Feger, Directrice, Axelys

Jean Hamel, Directeur général, INIS

Simon Brault, Président, Festival de Lanaudière

Groupes de travail thématiques et leurs président.e.s

01. Gouvernance & Données : Alain Bond, Mario Cantin, Sidy Juste, Stéphane Neige, Inouss Kangoute, Laurence Biron

02. Infrastructures : Nicolas Brodeur, Claude de Kermadec, Benoit Martel, Michel Lacasse, Kitio Fofack

03. Économie numérique : Jean-Christophe Verbert & Gabrielle Hurtubise-Radet

04. IA frugale : Claude Coulombe, Paul Allard, Zoé Feger, Trista Li, Johanne Whitmore

05. Compétences & Culture : Catherine Lord, Paul Allard, Julie Rodrigue, Julien Coll, Paul Allard, Pierre-Philippe Côté, Sandrine Poirier-Allard

06. Logiciel libre & standards ouverts : Marc Laporte, Jacques Berger, Sacha Pignot, Robin Millette, Kitio Fofack, Alain Cisirika

PERSEVERE

R2i

EVOLUDATA

CEIBA LAW

polaire

prodago

Eureka

VOOBAN

CODE3 Coopérative de solidarité

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Sommaire exécutif

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Alors que le Québec prend conscience des risques liés à sa dépendance technologique, il dispose d'atouts majeurs pour bâtir une véritable indépendance numérique. Voici notre diagnostic et feuille de route pour une transition vers la souveraineté numérique.

Forces du Québec

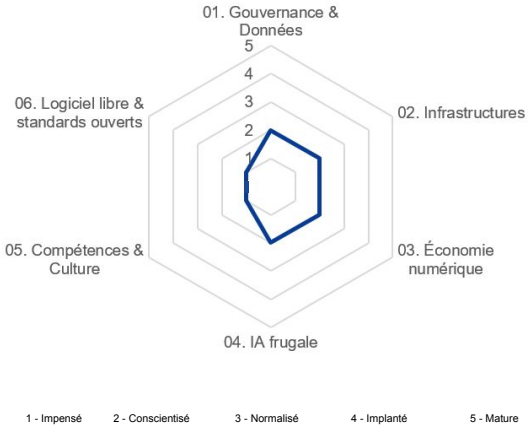
- Un écosystème technologique robuste, soutenu par une énergie verte et une expertise mondiale en IA et logiciels libres.
- Une commande publique pouvant agir comme levier stratégique et marché de référence.
- Des universités d'excellence, une culture mobilisatrice et une identité francophone à valoriser à l'international.

Défis du Québec

- Dépendance technologique et économique aux monopoles étrangers, qui captent l'investissement et génèrent des risques sur la protection des données et la continuité d'activité.
- Empreinte énergétique, matérielle et hydrique de l'IA générative galopante.
- Absence de politiques publiques souveraines pour protéger l'identité culturelle, réguler les contenus et valoriser l'expertise locale.

Diagnostic de la situation actuelle du Québec

Le Québec prend actuellement conscience des enjeux liés à sa non-souveraineté numérique, mais le concept n'est pas encore normalisé et encore moins implanté.



Recommandations

1. Structurer l'offre via un cadre de référence et un label
2. Catalyser la demande via des crédits d'impôts
3. Soutenir la demande en achetant québécois
4. Développer une culture de la souveraineté numérique pour soutenir l'offre et la demande
5. IA frugale & souveraineté : développer l'alternative québécoise

Feuille de route

Court terme 2027-2028	Moyen terme 2029-2030
Cadre de référence	Labellisation, crédits d'impôts
Littératie et formation	Levier de la commande publique
R-D IA souveraine	IA québécoise sobre et éthique

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Processus d’élaboration du document

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Ce document est le fruit d’une démarche collaborative et rigoureuse, des dizaines d’experts à travers 5 étapes clés de consultation, de rédaction et de diffusion.

01
Juin - Juillet 2026

Mobilisation & Lancement

Mobilisation de 42 experts répartis en 6 comités thématiques.

Sondage auprès de plus de 100 organisations québécoises.

02
Juin - Octobre 2026

Travaux des 6 Comités

- Gouvernance
- Infrastructures
- Économie
- IA frugale
- Culture
- Logiciel Libre

03
21 Aoû - 21 Sep 2026

Entretiens

Yves Jacquier, directeur de La Forge (unité de recherche d'Ubisoft)

Suzanne Guèvremont, Commissaire et présidente de l’ONF

Zoé Feger, Directrice, Axelys

Jean Hamel, Directeur général, INIS

Simon Brault, Président, Festival de Lanaudière

04
Septembre 2026

Consolidation & Lecture

Rédacteur en chef : Florian Strich

Comité de lecture : Alain Saulnier, Monique Simard, Pierre Trudel, Stéphane Ricoul

Sidy Juste, Mario Cantin

05
Automne 2026

Dévoilement & Diffusion

- 13 Octobre : Dévoilement à MTL Connecte
- Diffusion auprès des ministères et instances politiques

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Structure du document

Organisation générale et parcours de lecture de la feuille de route

Données SOUVERAINES QUÉBEC

01

Introduction

Mise en contexte, objectifs de la démarche et présentation des principes fondateurs de la souveraineté numérique.

02

Diagnostic

État des lieux de l'écosystème québécois, identifiant les forces actuelles et les vulnérabilités critiques.

03

Matrice des défis

Évaluation et cartographie des défis en fonction des risques et dépendances et du coût à compléter la transition

04

Recommandations

Plan d'action, mesures prioritaires, priorisation et indicateurs clés de performance.

05

Feuille de route

Ordonnancement de l'implantation des recommandations dans le temps en fonction de leur priorité, du séquencement des tâches et de la maturité de l'organisation

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

1. Introduction



Données SOUVERAINES QUÉBEC

Assurer la souveraineté numérique du Québec, c'est créer de la richesse ici en achetant québécois, protéger nos données et tracer une voie d'avenir pour l'IA, fidèle à notre culture, notre identité, nos valeurs environnementales et adaptée à notre potentiel hydroélectrique.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Souveraineté numérique du Québec : Passer de l'ambition à l'exécution

Le numérique n'est plus un simple outil de soutien, mais le **socle stratégique de l'État, des services publics et de l'économie québécoise**. Face à la fuite de capitaux et à la vulnérabilité stratégique liée à la dépendance envers des fournisseurs étrangers, la protection de nos données et de nos modèles opérationnels technologiques constitue un impératif national.

27 G$ CAD (Marché TIC au Québec en 2024)

60% non souverain (16 G$ CAD)

6,8 G$ CAD de PIB additionnel dans 5 ans

Détails et sources slide 34

A qui s'adresse cette feuille de route ?

Au Gouvernement du Québec et aux leaders des grandes organisations québécoises qu'elles soient publiques ou privées.

Pourquoi maintenant ?

La suspension des négociations commerciales canado-américaines accélère la prise de conscience et crée une fenêtre d'opportunité d'action politique. La prise de poste des ministres suite à l'élection provinciale est le moment adéquat pour établir les priorités des 4 années à venir.

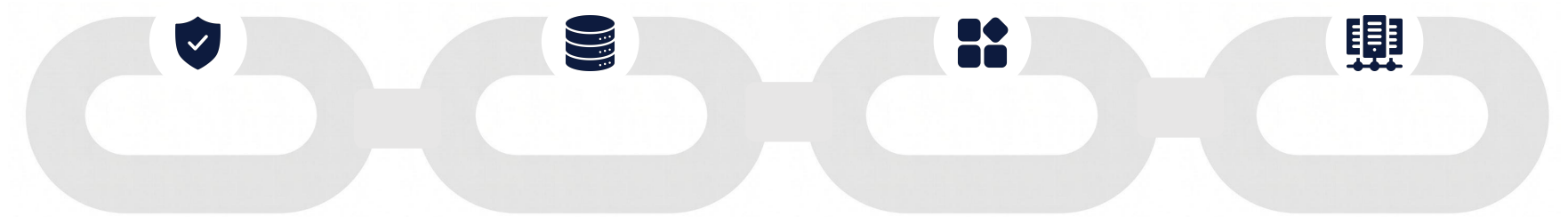
Rendre la souveraineté numérique québécoise **vérifiable** et la traduire concrètement en **autonomie stratégique**, en **emplois** et en **valeur économique durable.**

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Maîtriser chaque maillon de sa chaîne numérique

Données SOUVERAINES QUÉBEC

La souveraineté numérique désigne la capacité réelle d'un État ou d'une organisation à protéger ses données et à faire appliquer ses règles sur celles-ci, ainsi que sur ses applications, modèles et infrastructures. Elle implique également de pouvoir poursuivre ses activités et changer de fournisseur sans dépendance excessive envers un acteur, une technologie ou une juridiction.



Règles

ex. lois, politiques, directives, cadre de référence, processus, flux agentiques, clauses contractuelles, rôles & responsablilités, formation, sensibilisation, plan de gestion de crise, critères d'appels d'offre etc.

Données

ex. renseignements personnels, données confidentielles (propriété intellectuelle, secrets d'affaires). Données structurées ou non structurées (documents) etc.

Applications / Modèles

ex. logiciels libres à code ouvert, solutions propriétaires sous contrôle canadien, modèles d'IA souverains ou à paramètres ouverts

Infrastructure (résidence)

ex. centres de données québécois/canadiens. Fournisseurs étrangers de pays alliés sans risque d'extraterritorialité juridique ou d'exfiltration.

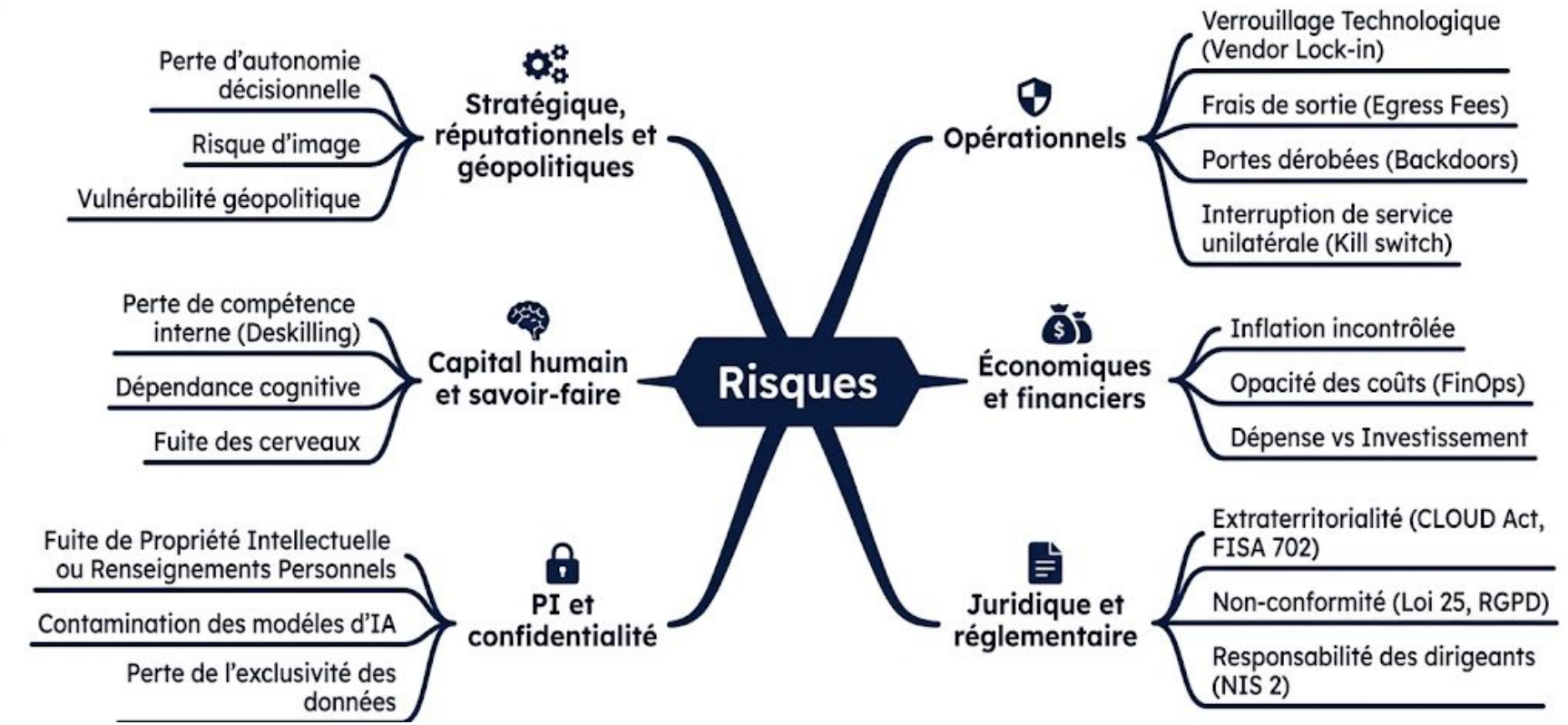
Traçabilité, explicabilité

Souveraineté numérique ≠ seulement localisation des données au Québec (résidence des données)

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Rester dans la dépendance numérique est un pari risqué…

Données SOUVERAINES QUÉBEC



Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Source : Persévère Conseils inc.

Le Québec a des atouts indéniables dans son chemin vers la souveraineté numérique

Données SOUVERAINES QUÉBEC

01. Capacité institutionnelle

Une capacité politique, juridique et institutionnelle permettant de transformer des orientations en exigences communes.

02. Écosystème technologique

Un écosystème d'hébergement, de connectivité, de cybersécurité et de services gérés capable de soutenir des architectures locales ou hybrides.

03. Excellence en IA

Une recherche en intelligence artificielle reconnue mondialement, associée à des initiatives d'IA responsable et frugale.

04. Énergie & climat

Une énergie largement renouvelable, un climat favorable à l'efficacité énergétique et des compétences techniques existantes.

05. Logiciel libre

Un écosystème du logiciel libre structuré, des intégrateurs, des communautés et des cas d'usage publics déjà existants.

06. Commande publique

Une commande publique suffisamment importante pour jouer le rôle de premier marché, de banc d'essai et de client de référence.

07. Données & francophonie

Des actifs de données à haute valeur et une position francophone pouvant soutenir des solutions exportables vers le Canada, la francophonie et l'Europe.

08. Culture & mobilisation

La culture comme vecteur d'identité propre à une mobilisation collective.

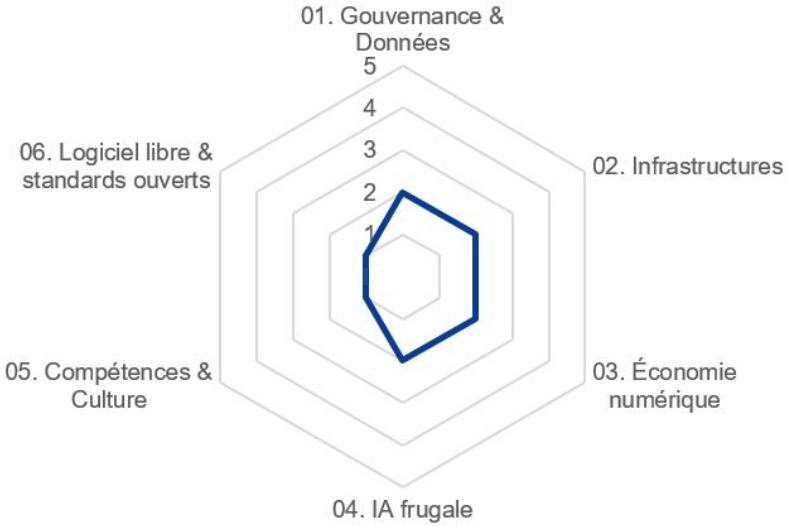
09. Éducation & universités

Un système d'éducation de classe internationale (nos universités) qui constitue un vecteur clé de toutes les transformations.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Mais il reste confronté à des défis majeurs

Données SOUVERAINES QUÉBEC



Echelle de maturité

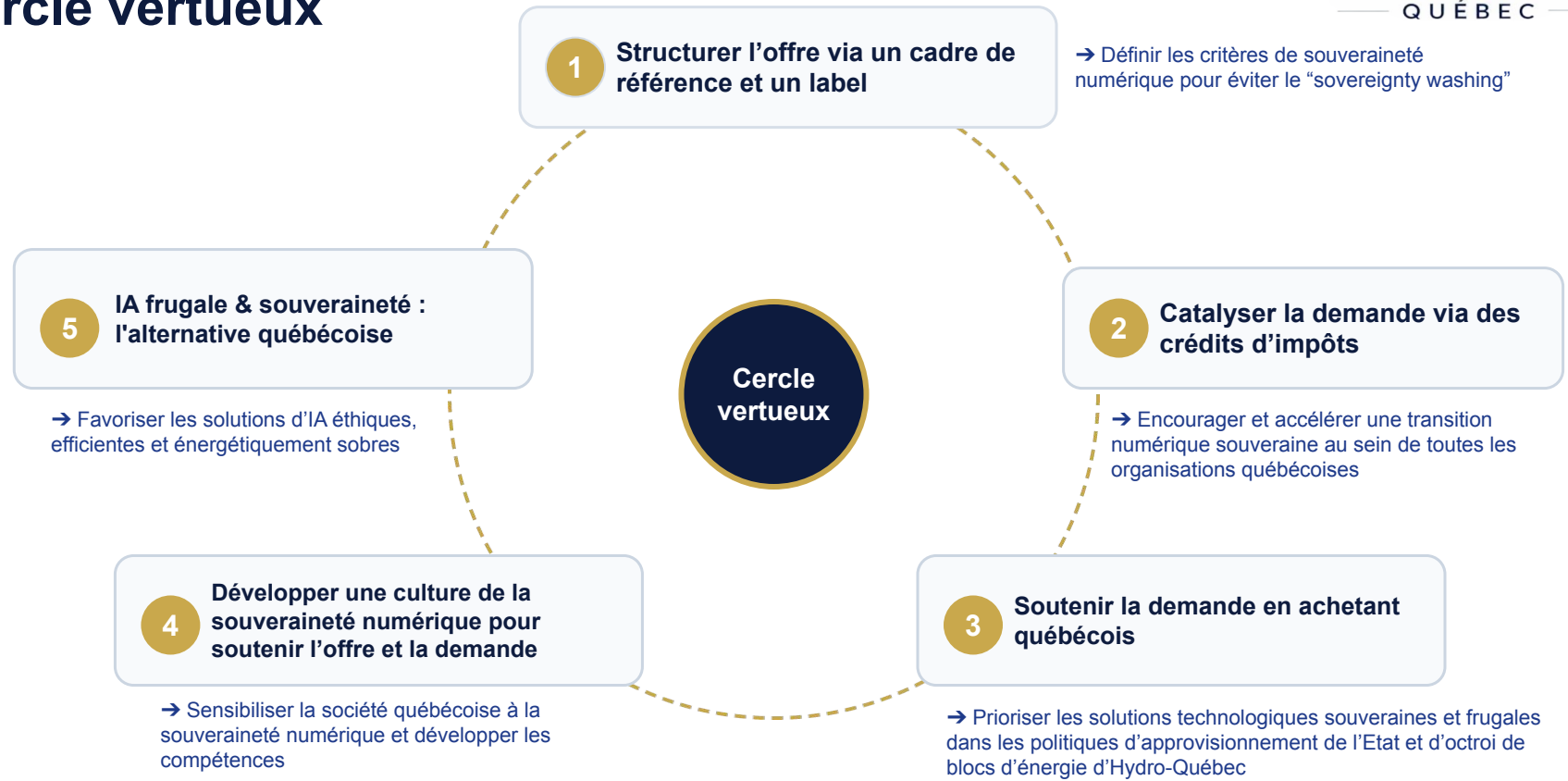
- Niveau 1 - Impensé
- Niveau 2 - Conscientisé
- Niveau 3 - Normalisé
- Niveau 4 - Implanté
- Niveau 5 - Mature

Domaine	Maturité	Existant*	Cible
01. Gouvernance & Données	2. Conscientisé	Initiatives isolées de quelques ministères ou entreprises, sans cadre global formellement établi.	Le Québec possède un cadre de référence définissant les critères vérifiables de la souveraineté numérique. Les projets critiques intègrent ces critères dès la conception.
02. Infrastructures	2. Conscientisé	Hébergement hybride ponctuel pour raisons de sécurité. Plans de réversibilité inexistants ou théoriques. Quelques analyses de juridiction réalisées selon la loi 25.	Infrastructures stratégiques sous contrôle québécois, canadien ou allié. Architectures reproductibles éprouvées. L'offre de service locale et canadienne est robuste et évolutive.
03. Économie numérique	2.Conscientisé	PME locales cantonnées aux services de conseil ou d'intégration de logiciels non souverains. La propriété intellectuelle reste étrangère et le code financé par les fonds publics demeure fermé.	Le Québec devient propriétaire de ses capacités numériques, retient la valeur et exporte. La commande publique stimule l'écosystème. Le code financé publiquement est ouvert.
04. IA frugale	2. Conscientisé	Prise de conscience éthique émergente. Interdiction via des politiques d'organisations d'utiliser l'IA publique pour les données sensibles, mais sans alternative locale sobre. L'empreinte carbone des traitements est un impensé.	Capacité de calcul souveraine disponible, robuste et scalable. Le Québec devient une référence en IA éthique, privilégiant des modèles compacts, évalués écologiquement, et maîtrisant les traitements de données sensibles.
05. Compétences & Culture	1. Impensé	La souveraineté est perçue comme un concept purement politique, et non technique. Les employés pratiquent beaucoup le *shadow IT*, surtout en IA. Le patrimoine culturel québécois, canadien et autochtones est "aspiré" par les IA étrangères.	Culture des données et compétences renforcées en souveraineté numérique. Protection mutualisée des patrimoines québécois, canadiens et autochtones.
06. Logiciel libre & standards ouverts	1. Impensé	Domination des logiciels propriétaires. Le logiciel libre est jugé risqué ou amateur. Absence d'inventaire des composants open source utilisés indirectement par les organisations.	Capacité d'auditer et relocaliser sa pile logicielle. Le code financé par l'État est redistribué à la communauté sous licence libre. Dépendances inventoriées, intégration de standards ouverts et émergence d'une filière québécoise forte.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Nos 5 recommandations pour initier un cercle vertueux

Données SOUVERAINES QUÉBEC



Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

2. Diagnostic de Souveraineté Numérique du Québec

Les 6 chantiers stratégiques de la souveraineté numérique

Axes de transformation de la feuille de route

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Notre diagnostic s'articule autour de 6 chantiers stratégiques

01. Gouvernance & Données

Faire de la souveraineté numérique un cadre opposable, mesurable et légitime. Le chantier établit les définitions communes, le cadre de référence de la souveraineté les conditions de réversibilité, les mécanismes d'exécution et les modalités de reddition de comptes.

02. Infrastructures

Rendre la souveraineté numérique concrètement opérable au niveau des infrastructures : localisation, juridiction, contrôle opérationnel, résilience, portabilité, sauvegarde, relève, connectivité, chaîne matérielle et capacité de sortie, proportionnellement aux charges de travail et à la criticité des technologies.

03. Économie numérique

Faire de la souveraineté numérique un moteur de création, de rétention et d'exportation de valeur: commande publique, incitatifs fiscaux, financement, propriété intellectuelle, donnée à haute valeur, capacité de calcul, modèles gouvernables en français et exportation des solutions souveraines.

04. IA frugale

Inscrire le développement et l'usage de l'intelligence artificielle dans une trajectoire de sobriété énergétique, d'efficience, de responsabilité et de souveraineté numérique ; réduire la dépendance aux grands modèles surdimensionnés, soutenir des architectures compactes et locales.

05. Compétences & Culture

Développer les compétences, les pratiques et les capacités institutionnelles nécessaires à la souveraineté numérique ; protéger les actifs culturels, la propriété intellectuelle et les savoirs autochtones, renforcer la culture de la donnée, préserver l'identité québécoise et soutenir la maîtrise des infrastructures et des outils numériques.

06. Logiciel libre et standards ouverts

Réduire le verrouillage fournisseur et renforcer l'autonomie technologique par le logiciel libre, les standards ouverts et des critères mesurables de souveraineté logicielle; déplacer le débat « libre contre propriétaire » vers une évaluation des propriétés réelles de contrôle, de portabilité, d'interopérabilité, de sécurité et de réversibilité.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

01. Gouvernance & Données

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 2 - Conscientisé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Établir les définitions communes, la classification, l'inventaire, la gouvernance, les conditions de réversibilité, les mécanismes d'exécution et les modalités de reddition de comptes.

CIBLE 3-5 ans

- La souveraineté numérique québécoise est définie dans un cadre de référence, qui la rend opérationnalisable via des critères objectifs et mesurables. Ce cadre est arrimé avec les principes autochtones de gouvernance et souveraineté des données (PCAP).
- Un organisme de confiance gère le cadre et accrédite des vérificateurs externes.
- Un label est attribué aux produits et services certifiés conformes au cadre de référence.
- Un catalogue public et à jour des solutions labellisées est publié.
- Un tableau de bord illustrant la transition des organismes publics est publié.

ÉTAT ACTUEL

- Le concept de souveraineté numérique n'est pas défini. Il existe une confusion persistante entre la simple résidence des données (localisation) et la maîtrise réelle et du "*sovereignty-washing*" fait par les fournisseurs faute de définition claires. Les concepts ne sont pas arrimés avec ceux des nations autochtones.
- Il n'existe pas de cadre de référence ni d'organisme de référence en charge de définir les critères de souveraineté, accréditer des vérificateurs externes ou bien délivrer des labels.
- Il n'existe pas de label certifiant la souveraineté de produits ou services numériques.
- Il n'existe pas de catalogue de produits et services souverains. L'offre locale existe mais est insuffisamment structurée à grande échelle.

DÉFIS

- Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur les produits et services numériques.
- Risques de rupture d'activité, coûts de sortie imprévus et hausses de prix subies à cause de la captivité fournisseur.
- Absence de cadre de référence définissant les critères vérifiables de la souveraineté numérique. Pas de label ni de catalogue de fournisseurs numériquement souverains.
- Offre limitée de produits et services numériques souverains.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

02. Infrastructures

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 2 - Conscientisé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Rendre la souveraineté numérique concrètement opérable au niveau des infrastructures : localisation, juridiction, contrôle opérationnel, résilience, portabilité, sauvegarde, relève, connectivité, chaîne matérielle et capacité de sortie, proportionnellement aux charges de travail et à la criticité des technologies.

CIBLE 3-5 ans

- L'offre d'infrastructures souveraines locales et canadiennes est robuste et évolutive.
- Les nouveaux projets critiques intègrent dès l'idéation une analyse de besoins en termes de souveraineté numérique.
- Les infrastructures stratégiques sont hébergées, sauvegardées ou répliquées sous contrôle québécois, canadien ou allié validé.
- Les plans de sortie sont testés régulièrement pour les services hébergés dans des infrastructures non souveraines.
- Des architectures souveraines reproductibles sont éprouvées dans plusieurs secteurs.

ÉTAT ACTUEL

- Une majorité des infrastructures numériques des organisations québécoises sont confiées à quelques grands fournisseurs étrangers (hyperscalers).
- Inventaire et connaissance encore imparfaits du patrimoine d'infrastructures et des sous-traitants.
- Dépendance aux réseaux, satellites, chaînes matérielles et connectivité internationale sous contrôle externe.
- Réversibilité théorique et absence de tests réels de migration ou de sortie pour les charges critiques.
- Offre locale et canadienne existante mais encore insuffisamment structurée, qualifiée et mobilisée à grande échelle.

DÉFIS

- Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur les produits et services numériques.
- Risques de rupture d'activité, coûts de sortie imprévus et hausses de prix subies à cause de la captivité fournisseur.
- Dépendances matérielles (réseau, satellite et câbles) critiques vis à vis de l'étranger.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

03. Économie numérique

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 2 - Conscientisé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Faire de la souveraineté numérique un moteur de création, de rétention et d'exportation de valeur: commande publique, incitatifs fiscaux, financement, propriété intellectuelle, donnée à haute valeur, capacité de calcul, modèles gouvernables en français et exportation des solutions souveraines.

CIBLE 3-5 ans

- Le Québec cesse d'être un simple locataire de son économie numérique et devient propriétaire d'une capacité qu'il maîtrise, retient et exporte.
- La commande publique est un catalyseur du marché local des produits et services souverains . Un tableau de bord est publié par le gouvernement pour illustrer la transition des organismes publics.
- Des modèles d'IA souverains sont disponibles.
- Une offre québécoise de souveraineté devient un avantage commercial, exportable à l'international.

ÉTAT ACTUEL

- 90 % des investissements et 4 G$ d'achats publics fuient vers l'étranger, privilégiant la location au détriment de la création de capacités numériques locales.
- La commande publique est peu mobilisée pour agir comme premier client de l'écosystème québécois. Les critères de souveraineté numérique sont absents des appels au marché publics.
- L'accès aux modèles d'IA souverains est restreint et les arbitrages énergétiques liés au numérique restent à structurer.
- Les exportations de services numériques génèrent trop peu de valeur économique.

DÉFIS

- 90% de la valeur des investissements numériques faits par les organisations québécoises sont captées par les *hyperscalers* étrangers.
- La commande publique n'est pas un catalyseur de souveraineté numérique et est trop orientée vers les fournisseurs non souverains.
- Offre limitée de modèles d'IA souverains et énergétiquement sobres.
- Exportations limitées de service numériques québécois.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

04. IA frugale

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 2 - Conscientisé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Inscrire le développement et l'usage de l'intelligence artificielle dans une trajectoire de sobriété énergétique, d'efficience, de responsabilité et de souveraineté numérique ; réduire la dépendance aux grands modèles surdimensionnés, soutenir des architectures compactes et locales, etc.

CIBLE 3-5 ans

- Le Québec devient une référence en IA souveraine, frugale et éthique.
- Une part dominante des cas d'usages privilégie des modèles spécialisés ou compacts lorsque pertinents.
- Des modèles d'IA souverains sont disponibles. Les traitements sensibles s'exécutent dans des modèles souverains et explicables, respectueux des règles juridiques et éthiques.
- Les systèmes publics affichent une évaluation environnementale.
- Le capital-risque québécois investit dans les techno-pousses locales.

ÉTAT ACTUEL

- L'existence de modèles d'IA souverains, frugaux et éthique est encore marginale.
- Recours prédominant à de grands modèles génératifs surdimensionnés et très consommateurs d'énergie.
- Dépendance aux piles propriétaires étrangères et infrastructures soumises à des juridictions extraterritoriales.
- Absence de mesure et de divulgation de l'empreinte environnementale des systèmes d'IA.
- Risque élevé de fuite des technopousses et de la propriété intellectuelle locale par manque de capital.

DÉFIS

- Tensions sur la capacité d'Hydro-Québec à répondre aux besoins croissants des centres de données.
- Empreinte énergétique, hydrique et matérielle croissante des modèles d'IA générative.
- Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur l'IA générative.
- Risque de fuite des startups et de la propriété intellectuelle en raison du capital-risque limité au Québec.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

05. Compétences & Culture

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 1 - Impensé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Développer les compétences, les pratiques et les capacités institutionnelles nécessaires à la souveraineté numérique ; protéger les actifs culturels, la propriété intellectuelle et les savoirs autochtones, renforcer la culture de la donnée, préserver l'identité québécoise et soutenir la maîtrise des infrastructures et des outils numériques.

CIBLE 3-5 ans

- Le Québec dispose d'une culture commune de la donnée et d'un bassin renforcé de compétences en souveraineté numérique.
- Des modèles d'IA générative souverains sont entraînés avec des contenus reflétant la culture québécoise, canadienne et autochtone. Ils sont gouvernés avec des garde-fous reflétant les valeurs de notre société.
- Les contenus destinés au public et créés par l'IA sont marqués d'un filigrane.

ÉTAT ACTUEL

- Faible sensibilisation des québécois (dirigeants et citoyens) aux enjeux de gouvernance et de souveraineté numérique qui sont encore perçus comme politiques et théoriques. Peu de ressources disponibles sur le marché des compétences.
- Les modèles d'IA étrangers massivement utilisés ne reflètent pas les valeurs et la culture québécoise.
- Aspiration non encadrée des contenus culturels par des systèmes d'IA sans traçabilité ni consentement des auteurs. Difficulté à identifier les contenus originaux des contenus créés par l'IA.

DÉFIS

- Insuffisance des compétences et de la sensibilité à la souveraineté numérique.
- Risque de déclin cognitif, surtout chez les jeunes.
- Risque d'érosion de l'identité culturelle, des langues et des savoirs locaux dans l'utilisation massive de l'IA générative.
- Aspiration de contenus culturels par des IA sans consentement ni rémunération. Difficulté à distinguer les contenus authentiques des contenus générés ou transformés par l'IA.
- Risque de faible découvrabilité des contenus francophones dans des contenus principalement anglophones.

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

06. Logiciel libre et standards ouverts

Cadre d'évaluation stratégique et feuille de route opérationnelle

Niveau 1 - Impensé

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Introduction & mandat du chantier

Réduire le verrouillage fournisseur et renforcer l'autonomie technologique par le logiciel libre, les standards ouverts et des critères mesurables de souveraineté logicielle; déplacer le débat « libre contre propriétaire » vers une évaluation des propriétés réelles de contrôle, de portabilité, d'interopérabilité, de sécurité et de réversibilité.

CIBLE 3-5 ans

- Toute organisation publique ou grande entreprise doit pouvoir choisir, auditer, modifier et relocaliser sa pile logicielle.
- Les nouveaux appels d'offres intègrent standards ouverts et plan de sortie.
- Des bureaux des programmes open source structurent la capacité des organisations à utiliser les logiciels libres.
- Les dépendances à des fournisseurs externes sont inventoriées et des plans de mitigations du risque de non-réversibilité sont en place.
- Le code financé par l'État est ouvert par défaut.
- Une filière québécoise du logiciel libre est en mesure de servir le marché local et la francophonie.

ÉTAT ACTUEL

- Prédominance des solutions propriétaires et verrouillage par les hyperscalers.
- Processus d'acquisition privilégiant l'achat fermé sans exigence de réversibilité.
- Faible présence de Bureau de Logiciel Libre (BLL; Open Source Program Office ou OSPO en anglais) et d'unités d'expertise interne dédiées.
- Absence d'inventaire centralisé des dépendances à des fournisseurs souverains.
- Le code informatique financé par l'État reste privé au lieu de profiter à la collectivité.
- Le recours à des logiciels libres dans les grandes organisations est encore marginal.

DÉFIS

- Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur les produits et services numériques.
- Risques de rupture d'activité, coûts de sortie imprévus et hausses de prix subies à cause de la captivité fournisseur.
- Le code financé par l'état ne devient pas automatiquement public.
- Offre limitée de produits et services numériques souverains.
- Le logiciel libre n'est pas encore perçu comme un catalyseur de souveraineté numérique.
- Concentration de la maintenance: une licence ouverte ne garantit pas à elle seule l'autonomie

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

3. Cartographie des défis

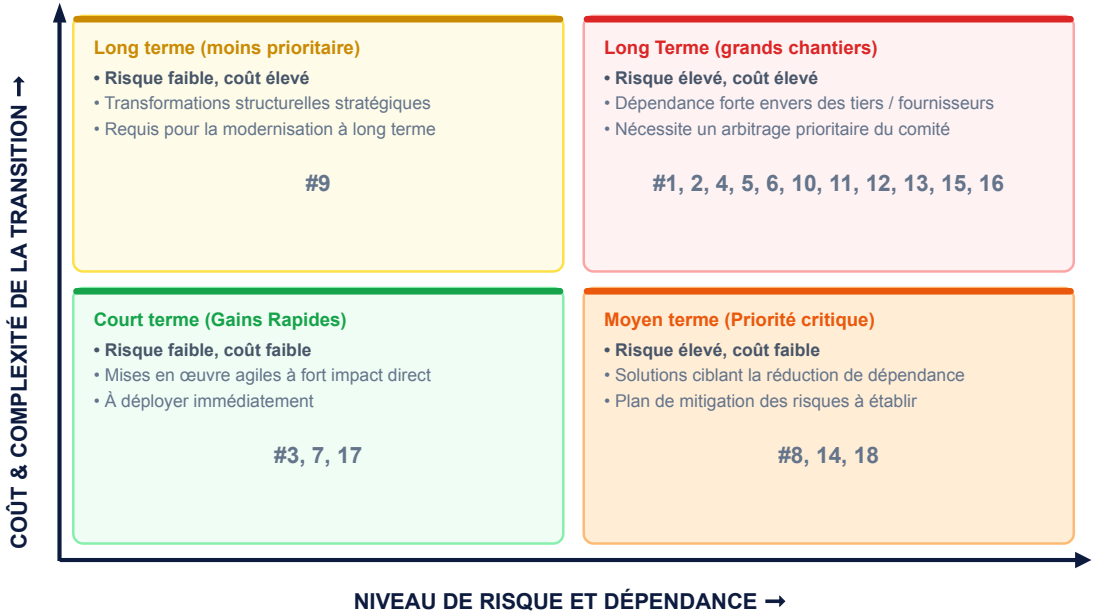
Par où commencer ?

Analyse comparative : Risque & dépendance vs. coût & complexité de la transition

Données SOUVERAINES QUÉBEC

DÉFIS

1. Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur les produits et services numériques.
2. Risques de rupture d'activité, coûts de sortie imprévus et hausses de prix subies à cause de la captivité fournisseur.
3. Absence de cadre de référence définissant les critères vérifiables de la souveraineté numérique. Pas de label ni de catalogue de fournisseurs numériquement souverains.
4. Offre limitée de produits et services numériques souverains.
5. Dépendances matérielles (réseau, satellite et câbles) critiques vis à vis de l' étranger.
6. 90% de la valeur des investissements numériques faits par les organisations québécoises sont captées par les hyper-scalers étrangers.
7. La commande publique n'est pas un catalyseur de souveraineté numérique et est trop orientée vers les fournisseurs non souverains.
8. Offre limitée de modèles d'IA souverains et énergétiquement sobres.
9. Exportations limitées de service numériques québécois.
10. Tensions sur la capacité d'Hydro-Québec à répondre aux besoins croissants des centres de données.
11. Empreinte énergétique, hydrique et matérielle croissante des modèles d'IA générative.
12. Dépendance aux quasi-monopoles étrangers sur l'IA générative.
13. Risque de fuite des startups et de la propriété intellectuelle en raison du capital-risque limité au Québec.
14. Insuffisance des compétences et de la sensibilité à la souveraineté numérique.
15. Risque d'érosion de l'identité culturelle, des langues et des savoirs locaux dans l'utilisation massive de l'IA générative.
16. Aspiration de contenus culturels par des IA sans consentement ni rémunération. Difficulté à distinguer les contenus authentiques des contenus générés ou transformés par l'IA.
17. Le code financé par l'état ne devient pas automatiquement public.
18. Le logiciel libre n'est pas encore perçu comme un catalyseur de souveraineté numérique.



Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

4. Recommandations

Recommandation [N°1] : Structurer l'offre via un cadre de référence et un label

Fiche d'action et de mise en œuvre stratégique

Catégorie
Court terme (Gains Rapides) et
Moyen terme (Priorité critique)

Année d'implantation
2027-2030

Le Gouvernement du Québec devrait, en concertation avec les milieux d'affaires, les organisations publiques et les administrations territoriales, collaborer à l'établissement d'un cadre rigoureux pour certifier la souveraineté des solutions numériques et des fournisseurs.

Sous-recommandations & Actions

Action / Sous-recommandation	Horizon	Responsable
Cadres & critères: référentiel, modèle à plusieurs niveaux et outil d'auto-évaluation. Cartographier la chaîne d'approvisionnement.	Court terme	DSQ en collaboration avec le MCN
Gouvernance : reconnaissance par le MCN de DSQ comme organisme officiel de gestion du cadre; avec circuit d'escalade et révision biennale	Court terme	Gouvernement du Québec
Nations autochtones : Arrimage et respect des principes autochtones de souveraineté et gouvernance (ex. principes PCAP)	Court terme	DSQ, nations autochtones, CGIPN
Projets pilotes : test du cadre sur 3 organisations (ex. société d'État, grande entreprise, ministère)	Court terme	Pilotes, MCN, DSQ
Habilitation : définition des organismes certificateurs et processus d'adhésion	Moyen terme (18 mois)	DSQ en collaboration avec MCN
Certification & incitatifs : création d'un label délivré par des organismes de certification et d'un catalogue d'offres souveraines	Moyen terme (18 mois)	DSQ, Certificateurs, gouvernement du Québec

Fiche d'indicateurs (KPIs)

- % de conformité d'un fournisseur de services au cadre de référence
  ex. cible : 90%
- Nombre de fournisseurs de services labellisé et enregistrés au catalogue
  ex. cible : 200 en 2029
- Nombre d'organismes certificateurs
  ex. cible : 3 en 2029
- Nombre de fournisseurs en demande de labellisation
  ex. cible : 220 en 2028

Facteurs clés de succès

- **Un plan de sortie testé** est le critère le plus majeur du cadre. Les fournisseurs doivent garantir l'absence de verrouillage fournisseur et les organisations tester ces capacités de réversibilité et les chiffrer.
- **Clarification des définitions :** souveraineté ≠ simple résidence des données. Priorité à la prévention du verrouillage fournisseur
- **Critères de contrôle du capital des fournisseurs** : capital étranger >30% ≠ souverain
- **Valorisation du libre** : promotion des logiciels libres et standards ouverts au catalogue
- **Classification des données :** pour appliquer le cadre les organismes publics et privés devront classifier leur données en fonction de la sensibilité et criticité pour la continuité de leurs activités. Les données critiques et sensibles doivent être traitées dans des systèmes numériques souverains

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Recommandation [N°2] : Catalyser la demande via des crédits d'impôts

Fiche d'action et de mise en œuvre stratégique

Catégorie
Moyen terme - 18 mois (Priorité critique)

Année d'implantation
2029-2030

Nous invitons le Gouvernement du Québec à mettre en place un crédit d'impôt remboursable de 30% pour récompenser l'adoption de solutions souveraines et de fournisseurs souverains en fonction du cadre de référence défini dans la 1ère recommandation.

Sous-recommandations & Actions

Action / Sous-recommandation	Horizon	Responsable
Mettre en place un crédit d'impôt remboursable dégressif de 30% : créer une mesure fiscale incitative basée sur le niveau de certification de la solution (ex. OR, ARGENT, BRONZE) délivrée par un vérificateur indépendant sur la base du cadre de référence de DSQ	Moyen terme (18 mois) Mesure sur 15 ans avec tranches dégressives de 5 ans (100%, 70%, 40%) pour inciter à une transition rapide	Ministère des Finances, Revenu Québec, DSQ, vérificateurs indépendants

Fiche d'indicateurs (KPIs)

Montant de crédits d'impôts accordés
ex. Cible : 125 M$ en 2028

Facteurs clés de succès

- **Labellisation rigoureuse :** exiger une certification valide et la vérification des projets par des auditeurs indépendants accrédités, incluant un plan de sortie testé.
- **Incitations écologiques :** accorder un bonus « Sobriété numérique » de 5 % pour les systèmes démontrant une efficience technologique et environnementale mesurable (cf. R5)
- **Simplicité administrative** : assurer la gestion de la conformité par attestation conjointe Organisme de certification/Revenu Québec

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Recommandation [N°3] : Soutenir la demande en achetant québécois

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Fiche d'action et de mise en œuvre stratégique

Catégorie
Moyen terme (Priorité critique)

Année d'implantation
2029-2030

Nous invitons le Gouvernement du Québec à modifier ses critères d'appel d'offres afin de prioriser l'achat de solutions souveraines ou de services destinés à implanter des solutions souveraines, notamment grâce aux logiciels libres à standards ouverts.

Sous-recommandations & Actions

Action / Sous-recommandation	Horizon	Responsable
Modifier les critères d'appel d'offres: Mettre à jour les critères, guides, gabarits et clauses selon le cadre de référence (R1)	Moyen terme	Gouv. Québec, organismes publics incl. municipalités
Adopter « Argent public = logiciel libre par défaut »: publication libre et forge obligatoire. En IA, privilégier les modèles à poids ouverts adaptables et financer les architectures compactes	Moyen terme	Gouvernement du Québec et organismes publics incl municipalités
Créer un BLL (Bureau du Logiciel Libre): dans les ministères, sociétés d'État et grandes municipalités pour gérer l'inventaire, la conformité des licences (GPL) et la libération du code	Moyen terme	Sociétés d'État, grandes municipalités, ministères
Cellules d'expertise mutualisées: appui juridique, technique et de gouvernance pour municipalités, petits organismes et PME	Moyen terme	Province, organismes publics incl. municipalités
Valoriser et exporter les solutions souveraines: intégration aux missions commerciales et documentation des réussites publiques	Moyen terme	MEIE, MRIF
Plan de sortie obligatoire: Imposer un plan documenté dans les projets d'infrastructure publiques (formats, standards ouverts et API, coûts d'export, délais, responsabilités, destruction des supports)	Moyen terme	MCN, organismes publcs
Prioriser l'octroi de blocs d'énergie d'Hydro-Québec aux acteurs numériques labellisés souverains et efficients énergétiquements (cf. R1)	Moyen terme	Hydro-Québec et ministères

Fiche d'indicateurs (KPIs)

- % de la commande publique TI captée par des fournisseurs Québécois
  ex. Cible : 20% en 2028, 35% en 3029
- % du code financé publiquement publié sous licence ouverte sur la forge
  ex. Cible: 100% du code construit via les deniers publics sur la forge en 2029
- % des grands organismes publics dotés d'un BLL
  ex. Cible: 100% d'ici 2029
- % de plans de sortie testés dans les organismes publics
  ex. Cible: 20% d'ici 2029
- % du PIB généré par l'export de services numériques québécois
  ex. Cible: 10% d'ici 2031
- % des organisations publiques et culturelles ayant réalisé un inventaire de leurs actifs critiques et dépendances
  ex. Cible: 100% d'ici 2030

Facteurs clés de succès

- **Mesure et transparence :** publication annuelle d'indicateurs simples (ex. nombre solutions souveraines adoptées)
- **Test des plans de sortie :** faire des exercices de simulation de sortie de dépendance par rapport aux fournisseurs
- **Effet de levier PME :** faire de l'État un premier client et un banc d'essai pour les techno pousses québécoises
- **Déploiements démontrables :** Soutien à des cas d'usage concrets et visibles dans la santé, l'éducation, le municipal et la culture

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Recommandation [N°4] : Développer une culture de la souveraineté numérique pour soutenir l'offre et la demande

Fiche d'action et de mise en œuvre stratégique

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Catégorie
Court terme (Gains Rapides) et
Moyen terme (Priorité critique)

Année d'implantation
2027-2030

Pour préserver notre autonomie culturelle et éducative, le Québec doit développer une culture globale de la souveraineté numérique. Cela implique d'adapter les règles d'approvisionnement public, de former la société à l'IA, de bâtir des infrastructures partagées, de protéger la création et de structurer nos compétences stratégiques.

Sous-recommandations & Actions

Action / Sous-recommandation	Horizon	Responsable
Déployer un programme de littératie en souveraineté numérique, incluant de l'IA, à l'attention des décideurs, gestionnaires, créateurs, enseignants et citoyens. Adaptation des méthodes d'apprentissage à l'ère de l'IA. Prise en compte des risques de dégradation des capacités cognitives. Sensibilisation des citoyens à l'utilisation des technologies souveraines	Court terme	MCC, MEQ, MES, cégeps et universités
Créer un réseau d'infrastructures mutualisées : mettre en place des infrastructures culturelles et patrimoniales partagées	Moyen terme	MCC, MCN, institutions culturelles, Services partagés
Imposer l'identification des contenus créés par l'IA par filigrane dans les communications à l'attention du public	Moyen terme	MCC, Patrimoine canadien, Commission du droit d'auteur, CRTC
Développer un référentiel de compétences et attirer les talents : définir un référentiel de compétences basé sur le cadre de référence (R1). Prioriser les profils TI stratégiques en immigration et faciliter leur installation; arrimer les cursus et standardiser les accords de transfert de PI université-startup	Moyen terme	MCC, MIFI, MCN, MES, établissements d'enseignement

Fiche d'indicateurs (KPIs)

Nombre de personnes formées en gouvernance des données, IA et souveraineté numérique
ex. Cible: 200 000 en 2029

Nombre de professionnels recensé dans la filière souveraineté numérique
ex. Cible: 10 000 en 2030

Facteurs clés de succès

- **Résilience & Capital humain :** autonomie face aux fournisseurs uniques et attractivité des compétences TI clés
- **Protection et confiance :** protection forte des créateurs, de la PI et de l'intégrité de l'information

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Recommandation [N°5] : IA frugale & souveraineté : l'alternative québécoise

Fiche d'action et de mise en œuvre stratégique

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Catégorie
Court terme (Gains Rapides) et
Moyen terme (Priorité critique)

Année d'implantation
2027-2030

Le Québec et le Canada ne peuvent ni ne doivent suivre le modèle américain en matière d'IA. En raison de leurs valeurs distinctes sur la gouvernance, la souveraineté des données et la sobriété carbone, ils doivent orienter leur stratégie vers des architectures compactes, spécialisées et écoresponsables.

Sous-recommandations & Actions

Action / Sous-recommandation	Horizon	Responsable
Financer la R&D éco-responsable et ancrée localement : Soutenir des modèles souverains et des agents conversationnels entraînés sur du contenu québécois en français, respectant la propriété intellectuelle et les réalités locales	Court terme	IID / Mila / MCC
Favoriser les modèles à poids ouverts et compacts : dans les projets publics (R3) c'est à dire les petits modèles de langage et modèles à poids ouverts adaptables localement.	Moyen terme	MEIE / MCN / Mila / réseau des CCTT, Chaire Udem en énergie
Évaluer l'empreinte environnementale : obliger la mesure et la divulgation de l'empreinte carbone, énergétique et hydrique (sur tout le cycle de vie via des standards ouverts comme l'AI Energy Score) pour tout projet public	Moyen terme	MCN / MEIE / OBVIA

Fiche d'indicateurs (KPIs)

Intensité carbone/énergétique des systèmes d'IA publics
ex. Cible : Mesure annuelle, base à établir en ligne avec la stratégie net zero du QC

Taux d'adoption des modèles frugaux ou spécialisés
ex. Cible : 25% en 2029

% des contrats publics IA attribués à des PME/technopousses locales utilisant du logiciel libre
ex. Cible : 25% en 2029

% des systèmes d'IA publics répondant au niveau de souveraineté extraterritoriale défini par le cadre commun
ex. Cible : 50% en 2030

Facteurs clés de succès

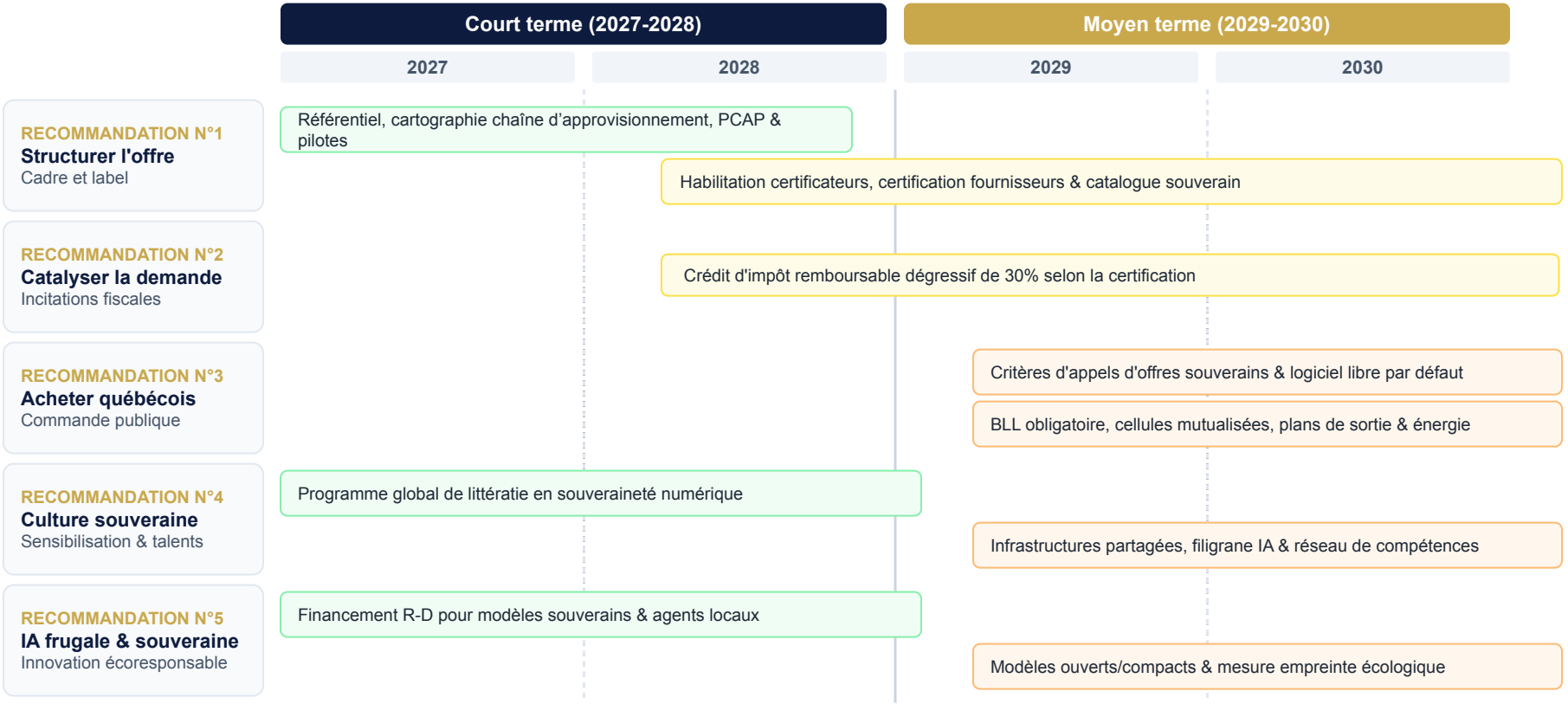
- **Lien avec la R1 :** intégrer l'IA frugale dans les critères de souveraineté
- **Lien avec la R2 :** récompenser la frugalité avec un crédit d'impôt supplémentaire
- **Lien avec la R3 (Marchés publics) :** faire de la commande publique un moteur de croissance pour les PME québécoises développant de l'IA sobre
- **Lien avec la R3 (logiciel libre) :** faire levier sur les solutions d'IA à paramètres ouverts (~open source)

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

5. Feuille de route

4 ans pour initier cette grande transformation

Données SOUVERAINES QUÉBEC



Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

6. Conclusion : des retombées économiques prometteuses

Achetons Québécois !

Données SOUVERAINES QUÉBEC

DSQ estime les retombées économiques de la mise en œuvre de la feuille de route à **6,8 Milliards CAD sur 5 ans**.

Marché TIC Québec 2024*	**27 G$ CAD**
Hypothèse DSQ : 60% n'est pas souverain	**16 G$ CAD**
Hypothèse DSQ : 5% rapatrié par an	**810 M$ CAD** / an
Hypothèse DSQ : effet multiplicateur de retombées économiques (x1,7)	**1,4 G$ CAD** / an
PIB Additionnel dans 5 ans	**6,8 Milliards CAD**

*Source : Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (Portrait général du marché des TIC)

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Annexes

Point de discussion

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Point de discussion

2 relecteurs estiment que l'État (ex. un conseil du numérique rattaché au Premier ministre) devrait maintenir le cadre de référence pour éviter les conflits d'intérêts liés à la certification des membres de DSQ.

Position et Réponse DSQ

DSQ propose de **créer et maintenir le cadre**, tandis que la certification relève de **vérificateurs indépendants**.

➔ Nous considérons qu'il s'agit d'une convergence d'intérêts et non d'un conflit d'intérêts.

Exemples d'associations professionnelles maintenant leur propre cadre de référence (Canada & Monde) :

- **Project Management Institute** (PMBOK)
- **Data Management Association** (DMBOK)
- **ISACA** (COBIT)
- **CPA Canada** (Grille de compétence des CPAs)

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Grille d’analyse de maturité de DSQ (1/3)

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Domaine	Niveau 1 - Impensé	Niveau 2 - Prise de conscience	Niveau 3 - Normalisation	Niveau 4 - Implantation	Niveau 5 - Maturité
01. Gouvernance & Données	Les données sont transférées dans des produits et services sans égard à leur classification. Dépendance aux fournisseurs de services (souvent étrangers) sans aucune visibilité sur la chaîne de sous-traitance ni sur les lois extraterritoriales applicables.	Prise de conscience des risques légaux. Quelques ministères ou entreprises esquissent une grille pour déterminer les produits et services à choisir en fonction de la classification des données, mais les fonctions critiques restent opérées par des GAFAM. Seules des garanties contractuelles adressent les enjeux de souveraineté et réversibilité, sans garantie technique	Un cadre de référence définissant la souveraineté numérique est formellement rédigé. Des mécanismes d'arbitrage existent sur papier, mais manquent de leviers coercitifs (opposabilité).	Les contrats exigent des garanties de souveraineté mesurables, et des audits réguliers sont effectués. Des premières migrations sont opérées vers des produits et services souverains pour les données les plus critiques.	La souveraineté québécoise est opposable, éprouvée et mesurée: Le contrôle se démontre sur toute la chaîne; le patrimoine informationnel est classé et fiable; Une alternative qualifiée existe pour les fonctions critiques; Un mécanisme d’arbitrage et d’exécution fonctionne; Un tableau de bord public est publié; Le cadre est révisé périodiquement et dispose d’un ancrage suffisamment durable.
02. Infrastructures	Approche infornuagique par défaut orientée exclusivement vers les hyper-scaleurs étrangers pour des raisons de facilité ou de coût immédiat. Aucune analyse de juridiction lors de l'idéation des projets.	Hébergement hybride motivé par des craintes de sécurité ponctuelles (quelques serveurs maintenus sur site). Les plans de sortie (exit strategy) sont inexistants ou purement théoriques. Quelques analyses sont réalisées dans le cadre des EFVP mandatées par la loi 25.	Des lignes directrices d'infrastructures souveraines sont publiées. L'analyse de juridiction devient une étape systématique pour les nouveaux projets au delà des aspects de la loi 25.	Les premières migrations massives sont observées pour les données les plus critiques vers des infrastructures sous contrôle québécois ou canadien. La réversibilité est testée ponctuellement. L’offre locale et canadienne est mieux qualifiée et mobilisée.	Le Québec dispose d’un cadre d’infrastructures souveraines pragmatique et mesurable Les nouveaux projets critiques intègrent dès l’idéation une classification, une analyse de juridiction et un plan de sortie Les infrastructures stratégiques sont hébergées, sauvegardées ou répliquées sous contrôle québécois, canadien ou allié validé Des architectures reproductibles sont éprouvées dans plusieurs secteurs L’offre de service locale et canadienne est robuste et scalable.

Estimation de DSQ de la situation Québécoise actuelle

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Grille d’analyse de maturité de DSQ (2/3)

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Domaine	Niveau 1 - Impensé	Niveau 2 - Prise de conscience	Niveau 3 - Normalisation	Niveau 4 - Implantation	Niveau 5 - Maturité
03. Économie numérique	Le Québec est un locataire technologique. L'argent public finance massivement des licences et abonnements étrangers. L'écosystème local est perçu comme trop petit ou inadapté.	Quelques PME locales remportent des contrats de service (intégration, conseil), mais la propriété intellectuelle des produits reste étrangère. Le code financé publiquement reste fermé.	La commande publique inclut des clauses favorisant l'innovation locale. Des projets pilotes de calcul souverain sont lancés et la notion de "argent public = logiciel libre" prend forme.	L'État retient une part significative de ses investissements numériques pour développer l'écosystème québécois. Les données publiques de haute valeur sont rapatriées. Des champions locaux commencent à se consolider.	Le Québec cesse d’être un simple locataire de son économie numérique et devient propriétaire d’une capacité qu’il maîtrise, retient et exporte Une part croissante de la commande publique nourrit l’écosystème local La majorité des données publiques à haute valeur est gouvernée ici Le code financé publiquement est ouvert par défaut Une capacité de calcul souverain est accessible Des entreprises d’ancrage atteignent une taille exportable et une offre québécoise de souveraineté devient un avantage commercial
04. IA frugale	Adhésion naïve et massive aux LLM (Large Language Models) commerciaux étrangers (Boîte noire). Les données sensibles sont ingérées dans des modèles publics (même sous licence professionnelle).	Premières alertes sur la confidentialité et l'éthique des données. Les organisations interdisent le copier-coller de données sensibles dans l'IA générative publique, mais n'ont pas d'alternative locale sobre. Aucune conscience de l'empreinte carbone des traitements.	Mise en place d'un cadre éthique. Des cas d'usages commencent à cibler des modèles plus petits, hébergés localement, mais l'évaluation environnementale reste absente des critères de choix.	Les traitements sensibles s'exécutent dans des environnements contrôlés. Les appels d'offres commencent à demander des métriques d'impact environnemental pour les solutions d'IA.	Le Québec devient une référence en IA souveraine et éthique Les systèmes publics affichent une évaluation environnementale Une part dominante des cas d’usages privilégie des modèles spécialisés ou compacts lorsque pertinents. Les traitements sensibles s’exécutent selon des exigences renforcées de contrôle Une part significative de la commande publique soutient les entreprises québécoises développant des solutions souveraines et sobres

Estimation de DSQ de la situation Québécoise actuelle

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Grille d’analyse de maturité de DSQ (3/3)

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Domaine	Niveau 1 - Impensé	Niveau 2 - Prise de conscience	Niveau 3 - Normalisation	Niveau 4 - Implantation	Niveau 5 - Maturité
05. Compétences & Culture	Profonde asymétrie d'information (Shadow IT répandu). L'organisation ne connaît ni ses dépendances technologiques, ni l'étendue de ses actifs. La souveraineté est vue comme un concept politique, pas technique.	Formation technique isolée. Les équipes TI commencent à inventorier les dépendances critiques, mais la haute direction ne perçoit pas les risques d'ingérence géopolitique ou d'enfermement.	Ébauche de plans de continuité des affaires incluant le risque fournisseur. Déploiement de premières formations sur la gouvernance de la donnée, l'utilisation de l'IA et la traçabilité.	Une véritable culture de la donnée s'installe. Les organisations critiques mettent en application leurs politiques sur la propriété intellectuelle (PI). Début de partage d'expertise entre les agences publiques.	Le Québec dispose d’une culture commune de la donnée et d’un bassin renforcé de compétences en souveraineté numérique Les organisations publiques et culturelles critiques ont identifié leurs actifs et leurs dépendances, disposent de plans de continuité testés et appliquent des règles encadrant l’utilisation de l’IA, la propriété intellectuelle et la traçabilité des contenus Des infrastructures et formations mutualisées soutiennent la protection des patrimoines québécois, canadiens et autochtones
06. Logiciel libre	Domination des logiciels propriétaires fermés. Le logiciel libre est perçu comme risqué ou amateur. Aucun inventaire des composants open source utilisés indirectement.	Consommation passive de logiciels libres, sans contribution. Utilisation non encadrée entraînant des dettes techniques et des failles de sécurité dans les dépendances ignorées.	Tolérance et encouragement du libre, mais approche non structurée. Certains projets publics imposent l'usage de standards ouverts. Les premiers plans de réversibilité sont documentés mais non contraignants.	Création des premiers BLL. L'État commence à libérer son code. Les appels d'offres exigent fermement des standards ouverts, donnant de l'air aux intégrateurs québécois de logiciels libres.	Toute organisation publique ou grande entreprise doit pouvoir choisir, auditer, modifier et relocaliser sa pile logicielle Le code financé par l’État est ouvert par défaut. Des BLL structurent la capacité interne. Les dépendances sont inventoriées et la réduction des dépendances est mesurée et publiée par des indicateurs quantitatifs. Les nouveaux appels d’offres intègrent standards ouverts et plan de sortie dès les dossiers d’opportunité et d’affaires. Une filière québécoise du logiciel libre est en mesure de servir le marché local et la francophonie

Estimation de DSQ de la situation Québécoise actuelle

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Crédits d’impôts proposés

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Échelons de labellisation (DSQ)

Niveau	Taux de base	Bonus Sobriété*	Taux Total
Certification OR	30 %	+ 5 %	**35 %**
Certification ARGENT	20 %	+ 5 %	**25 %**
Certification BRONZE	10 %	+ 5 %	**15 %**

Horizon 15 ans (Dégressif)

Années 1 à 5 **100 %**

Années 6 à 10 **70 %**

Années 11 à 15 **40 %**

** Bonus « Sobriété numérique » de 5 % pour les systèmes démontrant une efficience technologique et environnementale mesurable*

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

Bibliographie

Sources utilisées dans la rédaction de ce document

Données SOUVERAINES QUÉBEC

Cadres juridiques & réglementation

Législation

- **Gouvernement du Québec** – *Loi 25 sur la protection des renseignements personnels* (2021)
- **Union Européenne** – *Règlement général sur la protection des données (RGPD)*
- **US Congress** – *Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (CLOUD Act)*

Rapports institutionnels & données

Statistiques & Stratégie

- **CNUSED** – *Rapport sur le commerce mondial des services numériques & ICT (2024); Data Hub*
- **Conseil de l'innovation du Québec** – *Développement responsable de l'IA (2023)*
- **Ministère de la Cybersécurité et du Numérique** – *Orientations infonuagiques; Énoncé de politique de souveraineté numérique et d'approvisionnement en TI (Février 2026)*

Études & recherche académique

Analyse & Éthique

- **OBVIA (2024)** – *Souveraineté des données et cadre éthique des technologies au Québec*
- **Université Laval / IVADO** – *Infrastructures de calcul et autonomie technologique*
- **Bloomberg NEF (2024)** – *Consommation énergétique des infrastructures d'IA à horizon 2035*
- **Hummel, Braun, Tretter et Dabrock** - *« Data sovereignty: A review », Big Data & Society, 2021*
- **4DS Technologies** - *Rapport sur la souveraineté des données au Québec (Mars 2026)*

Documents de référence DSQ

Concertation & Travaux

- **Données Souveraines Québec (2024)** – *Sondage et consultations des parties prenantes, Manifeste*
- **Comités thématiques DSQ** – *Fiches de recommandations sectorielles et axes d'intervention*
- **Feuille de route DSQ** – *Démarche de concertation pour la souveraineté numérique*

Licence CCbySA 4.0 - Données Souveraines Québec - 2026 - Feuille de route de la souveraineté numérique du Québec

www.donneessouveraines.quebec